

Unité départementale du Rhône
63 avenue Roger Salengro
69100 Villeurbanne

Villeurbanne, le 14/10/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 01/10/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ROBATEL INDUSTRIES

BP 203
69740 Genas

Références : UDR_TESSP_24-268-RP
Code AIOT : 0006103990

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 01/10/2024 dans l'établissement ROBATEL INDUSTRIES implanté 12 rue de Genève 69740 Genas. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Par correspondances du 05 juin 2023, complétée le 18 janvier 2024 la société ROBATEL a porté à la connaissance de Madame la Préfète du Rhône la présence d'une société locataire au sein de son périmètre ICPE. Celle-ci utilise une station de lavage pour du matériel de chantier. Les eaux usées de la station de lavage sont collectées afin d'être rejetées dans un puits d'infiltration après passage dans un séparateur d'hydrocarbure.

Par courrier du 26/01/2024, l'inspection a rappelé à la société ROBATEL que ce rejet n'est pas autorisé par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 14/02/2011 et donc demandé de le cesser sans délai.

Le site de la société ROBATEL se situe partiellement dans l'aire d'alimentation du captage de l'Afrique, mais pas dans un périmètre de protection de captage.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ROBATEL INDUSTRIES
- 12 rue de Genève 69740 Genas
- Code AIOT : 0006103990
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société ROBATEL est spécialisée dans la production de biens d'équipements destinés essentiellement à l'industrie nucléaire, elle réalise de la chaudronnerie de haute précision avec utilisation de divers métaux non ferreux, fabrique des emballages de transport classés de type B qui nécessitent de réaliser des coulées de plomb.

Les activités exercées par la société ROBATEL Industries sont réglementées par l'arrêté préfectoral du 03 mars 1969 complété notamment le 14 février 2011 (arrêté de refonte des prescriptions du site). Elles relèvent des rubriques et régimes suivants de la nomenclature des ICPE :

- 3250-2-b (transformation de métaux et alliages non ferreux) : Autorisation ;
- 2550-1 (fonderie de plomb et alliages) : Autorisation ;
- 2910-A-2 (installation de combustion) : Déclaration avec contrôle périodique

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface
- Eaux souterraines

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une

mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Poter à connaissance	Arrêté Préfectoral du 14/02/2011, article 1.1	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	4 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Rejets eaux usées	Arrêté Préfectoral du 14/02/2011, article 4.2.2.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit compléter son porter à connaissance du 05/06/2023 complété le 18/01/2024 relatif aux modifications apportées au site depuis la dernière étude d'impact et de dangers (2005) et qui n'ont pas déjà fait l'objet d'un porter à connaissance.

Cette visite a permis de constater que l'exploitant a cessé le rejet des eaux usées de la station de lavage dans l'un des puits d'infiltration du site.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Rejets eaux usées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/02/2011, article 4.2.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Prescription contrôlée : Les eaux résiduaires seront évacuées dans le réseau public d'assainissement.
Constats : Lors de la présente visite, l'exploitant et le locataire déclarent qu'aucun rejet d'eau usée n'a été réalisé dans le puits d'infiltration depuis la réception du courrier de la DREAL du 26/01/2024 demandant l'arrêt sans délai de ce rejet. Le locataire déclare avoir adapté son activité, notamment en brossant le matériel sur les chantiers pour éviter de les ramener trop sale et ainsi pouvoir se passer de les laver. L'exploitant déclare avoir sollicité il y a plusieurs mois la société VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES EAUX en sa qualité d'exploitant du service d'assainissement de GENAS afin de faire raccorder la station de lavage au réseau de collecte communal. L'exploitant indique qu'il traitera les eaux de la station de lavage avant rejet au réseau communal. Enfin, l'exploitant précise ne pas avoir sollicité la Mairie de Genas pour établir une autorisation de déversement. Lors de la présente visite, l'inspection ne constate pas d'éléments susceptibles d'indiquer une utilisation récente de la station de lavage.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Observation : l'exploitant sollicite la mairie de Genas (service technique) pour établir une autorisation de déversement des eaux usées de la station de lavage
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Poter à connaissance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/02/2011, article 1.1
Thème(s) : Risques accidentels, Modification AIOT
Prescription contrôlée : Toute modification envisagée par l'exploitant aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, de nature à entraîner un changement notable des éléments des dossiers de demande d'autorisation d'exploiter annexés aux arrêtés préfectoraux d'autorisation, sera portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.
Constats : L'inspection des installations classées a constaté la présence d'un locataire au sein du périmètre ICPE (Cf dernière inspection). Un porter à connaissance à la suite de l'évolution du site a par conséquent été demandé à l'exploitant. Ce document, a fait l'objet d'une demande de compléments par courrier du 26/01/2024 (envoyé par mail le 30/01/2024) de compléter sous 2 mois son porter à connaissance relatif à la présence d'un locataire en vertu des articles L.181-14, R.181-46 du code de l'environnement. A ce jour l'inspection n'a pas reçu de retour de la part de l'exploitant. L'inspection des installations classées rappelle que l'exploitant ROBATEL est responsable de

<p>l'ensemble du site couvert par le périmètre ICPE, y compris la partie louée.</p> <p>Lors de la présente visite, l'inspection réalise les constats suivants pour la partie du site occupée par le locataire :</p> <p>Gestion des eaux pluviales de voiries :</p> <p>L'exploitant indique que les eaux pluviales de voiries sont infiltrées dans un puits d'infiltration après passage dans un séparateur d'hydrocarbure. Or dans l'étude produite par IRH le 10/07/2023 (Rapport n°124546/B) relative à la gestion des eaux pluviales du site, il n'est pas représenté le réseau des eaux pluviales de la voirie occupée par le locataire. L'exploitant n'a pas justifié la compatibilité de la gestion des eaux pluviales de cette voirie (2600m² env.) avec le SAGE de l'Est Lyonnais.</p> <p>Rétention eau d'extinction incendie</p> <p>L'exploitant n'est pas en mesure d'expliquer comment les eaux d'extinction incendie ne se déverseraient pas du bâtiment sur la voirie par porte utilisé par le locataire pour finalement s'écouler dans le puits d'infiltration.</p> <p>Défense incendie La partie du site occupée par le locataire est clôturée, ce qui pourrait rendre difficile l'accès par les services de secours de cette zone. L'exploitant doit être en mesure de permettre la défense du site contre l'incendie.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit justifier à l'inspection des installations classées, sous 4 mois:</p> <ul style="list-style-type: none"> - la compatibilité de la gestion des eaux pluviales de la nouvelle voirie créée pour le locataire (2600m² env.) avec le SAGE de l'Est Lyonnais; - la rétention des volumes d'eau d'extinction incendie tel que prévu dans son autorisation d'exploiter - l'accessibilité par les services de secours à la partie du bâtiment occupée par le locataire, que ce soit par l'intérieur ou l'extérieur (voie engin, aire de retournement, ...) <p>L'exploitant devra justifier du respect des prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 4 mois</p>